
CABINET

**Mot du Ministre chargé des finances sortant,
Monsieur Jean-Baptiste ONDAYE, à la
cérémonie de passation de service avec le
Ministre chargé des finances, entrant,
Monsieur Christian YOKA.**

Brazzaville, 15 Janvier 2025

- **Monsieur le Représentant de la Présidence de la République ;**
- **Monsieur le Représentant de la Primature ;**
- **Monsieur le Représentant du Secrétariat Général du Gouvernement ;**
- **Monsieur le Ministre des Finances, du Budget, du Portefeuille Public et Cher frère ;**
- **Chers Collaborateurs ;**
- **Mesdames et Messieurs,**

Toute mission qui nous est confiée dans la vie publique s'inscrit dans le temps et dans l'espace, indépendamment de notre abnégation au travail ou de nos performances. La mienne, telle une étoile filante, au sein du Ministère de l'Économie et des Finances, arrive à son terme aujourd'hui. Cependant, ma prise de parole de ce jour (rassurez-vous, je ne disparaîs pas comme une étoile filante) s'inscrit dans le cadre de l'ultime acte administratif qu'est la passation de service, une tradition républicaine.

Cette cérémonie marque l'occasion pour moi de transmettre officiellement mes charges à mon successeur, ici présent, mon cher frère, le Ministre Christian YOKA,

qui vient de bénéficier de la confiance de Son Excellence Monsieur Denis SASSOU NGUESSO, Président de la République, Chef de l'Etat. Je lui adresse mes félicitations les plus sincères pour cette marque de confiance.

Il me plaît de structurer mon propos en trois points :

1. Les dossiers en instance qui nécessitent toute l'attention du Ministre YOKA.
2. Un bref retour sur les réalisations marquantes de mon mandat.
3. Une conclusion assortie de mes vœux pour l'avenir.

Pour évoquer les points saillants de mon mandat, revenons brièvement au 24 septembre 2022, lorsque j'ai eu l'immense privilège de bénéficier de la confiance du Président de la République, qui m'a confié les destinées de ce ministère stratégique. J'avais alors exprimé ma gratitude sincère et profonde pour cette marque de confiance.

Aujourd'hui, après vingt-sept (27) mois d'exercice, c'est avec des sentiments renouvelés de gratitude infinie que j'accueille la décision du Chef de l'État.

Dès le 26 novembre 2022, j'avais fixé cinq (5) orientations stratégiques pour guider l'ensemble des actions du ministère :

1. L'obligation de performance et de résultats.
2. La lutte contre les antivaleurs et les mauvaises pratiques.
3. La promotion de l'esprit d'équipe.
4. La mise en place de feuilles de route précises à court, moyen, et long termes.
5. L'évaluation périodique des activités programmées.

Pour concrétiser ces orientations, deux ateliers relatifs à la gestion axée sur les résultats ont été organisés en 2023, en juin et en août, mettant l'accent sur la culture du résultat et sur les réformes nécessaires pour garantir un changement durable.

C'est à la lumière de ces orientations qu'il convient d'inscrire les résultats de notre action à la tête du Ministère de l'économie et des finances.

Concernant les réformes organisationnelles et institutionnelles, le ministère a procédé à l'arrimage aux

standards internationaux et aux évolutions de notre environnement des textes régissant les administrations sous tutelle. Ce travail a abouti à la publication de treize (13) décrets organiques et neuf (09) arrêtés subséquents.

Notre action s'est également concentrée sur la réussite de la transition du budget de moyens vers le budget-programme qui marque notre volonté de devenir leader en matière de Gestion Axée sur les Résultats (GAR). A cet effet, l'ensemble des documents stratégiques ont été finalisés et validés avec l'ensemble des acteurs impliqués dans une démarche participative.

La réussite des différentes revues du programme conclu avec le Fonds Monétaire International (FMI) au titre élargie de crédit (FEC), n'a pas été en reste. Bien au contraire, nous n'avons ménagé aucun effort pour maintenir le train des réformes et conclure avec succès cinq (5) revues successives.

Les perspectives en vue de la conclusion de la sixième et dernière revue sont plutôt optimistes.

Au niveau du Trésor, nous avons fait le pari de passer d'une gestion à vue de la trésorerie à une gestion proactive. C'est ainsi que nos efforts se sont concentrés le lancement et l'accélération des réformes visant à :

- Implémenter le Compte Unique du Trésor (CUT) ;
- Rendre opérationnelles les fonctions bancaires du Trésor ; et
- Mettre en place une Caisse de Dépôt et de Consignations.

Sur le plan socio-économique, je tiens à souligner la relance du projet de drainage des eaux pluviales de Brazzaville, menacé d'être clôturé par le partenaire en raison du non-respect de certains engagements. Compte tenu des impacts de l'aménagement de la rivière TSIEME face aux conséquences néfastes des inondations récurrentes sur les populations riveraines, nous avons eu à cœur de remplir l'ensemble des diligences y relatives.

Monsieur le Ministre et Cher frère,

Mesdames et Messieurs.

La fonction de Ministre en charge des finances nous donne, grâce au rayonnement du Président de la République dans la sous-région, des responsabilités au niveau communautaire. C'est ainsi que j'ai eu le privilège de Présider le Comité de pilotage du PREF-CEMAC. A ce sujet, le travail réalisé à ce niveau a permis le succès de la table ronde des investisseurs qui a débouché sur une sursouscription des besoins exprimés pour le financement des projets intégrateurs.

Au niveau de l'UMAC, nous avons eu à cœur de faire progresser, plusieurs dossiers d'intérêt commun, particulièrement i) l'évolution de la coopération monétaire avec la France, ii) les négociations avec le secteur des industries extractives, iii) la réflexion sur l'adoption d'une monnaie numérique de la Banque Centrale et l'élaboration d'un cadre normatif communautaire encadrant les cryptoactifs dans la CEMAC, iv) le processus de recrutement des agents

d'encadrement supérieur de la BEAC, et v) l'examen des textes qui sous-tendent la gouvernance de la BEAC.

Au niveau international, nous avons œuvré à faire entendre la voix de notre Sous-région et celle de l'Afrique à l'occasion des différents forums internationaux auxquels nous avons participé.

Nous avons joint notre voix à celles des autres Ministres africains pour défendre les thématiques liées à i) la réforme des institutions de Bretton Woods et des banques multilatérales pour un système financier international plus inclusif et plus équitable, avec comme résultat palpable l'attribution de la troisième chaise au Conseil d'Administration du FMI, ii) aux défis liés à la montée des inégalités et de la pauvreté, et iii) aux changements climatiques et à la protection de la biodiversité.

Voici, en résumé, les principales réalisations de mon mandat. Bien que ma mission à la tête du ministère de l'Économie et des Finances n'ait pas toujours été facile ; ce qui est tout à fait normal, elle a été pour moi une

expérience enrichissante, pleine de défis stimulants. J'y ai investi toute ma foi, ma volonté et ma détermination.

Monsieur le Ministre et Cher Frère,

Au moment où vous prenez les rênes de ce ministère, je tiens à attirer votre attention sur cinq (5) défis qui me paraissent prioritaires :

1. La finalisation de la 6^e revue du programme avec le FMI pour consolider les progrès économiques et financiers réalisés.
2. L'achèvement des discussions avec les industries extractives dans le cadre de la signature des conventions de compte séquestre des Fonds de Restauration des Sites, un pilier clé pour la stabilité monétaire grâce à la consolidation du niveau des réserves de change qui écartera définitivement le spectre d'un ajustement monétaire.
3. L'évolution de la coopération monétaire avec la France, conformément aux recommandations de la Conférence des Chefs d'État de la CEMAC du 22 novembre 2019 et du 15 mars 2023. Cette question

sera examinée lors de la prochaine session du Comité ministériel de l'Union Monétaire de l'Afrique Centrale, prévue le 31 janvier 2025.

4. La poursuite de la digitalisation du système de gestion des finances publiques, notamment avec le CUT, qui s'achèvera avec le rôle que jouera le Trésor banquier une fois implémenté, la réorganisation des services départementaux, l'amélioration qualitative et quantitative des ressources stratégiques
5. La poursuite des travaux sur la dynamisation de la mobilisation des ressources, notamment avec *CenterView Partners*, pour l'Opération de *Debt for nature Swap* et le Fonds Africain de Solidarité (FSA) dédiée à l'apurement de la dette sociale.

S'agissant de la gestion de la dette et de la trésorerie, je voudrais vous inviter à maintenir la vigilance car, malgré les gains du Programme National d'Optimisation de la Trésorerie (PNOT), qui ont permis de la reprofiler, le niveau reste préoccupant.

Par ailleurs, il me plaît également de signaler au titre de l'Organisation de Coopération du Grand Sud, pour l'année 2025, la Présidence du Comité ministériel de l'Union des Leviers Communs des Débiteurs (Le CLUB des pays débiteurs) sera assurée par le Ministre en charge des Finances que vous êtes.

De même, je voudrais vous informer de l'invitation confirmée du ministre des finances à la Conférence Interministérielle Internationale pour le Déploiement des Services Environnementaux qui se tiendra du 27 au 29 janvier 2025 à Kinshasa (RDC).

De plus, depuis le 30 septembre 2024, la République du Congo est membre de la coalition des ministres des finances pour l'action climatique en qualité de 95ème membre de cette coalition. Dans ce cadre, vous aurez une réunion importante de préparation à Washington courant avril 2025 en marge des réunions de printemps du FMI et de la Banque Mondiale, dans le cadre des préparatifs de la 30ème Conférence des Parties (COP30) sur le changement

climatique, qui se tiendra à Belém, Brésil du 10 au 21 Novembre 2025.

Monsieur le Ministre et Cher Frère,

Vous héritez d'un ministère stratégique et exigeant. Je vous adresse mes vœux les plus sincères de succès dans cette noble mission, pour la prospérité de notre cher pays, le Congo, et le bonheur de notre peuple.

Bon vent, Monsieur le Ministre !

Je vous remercie.
